

BILLET DE BLOG 9 décembre 2014

Adaptation au changement climatique : vers un cadre global ?

Auteur

Céline Ramstein

Cheffe de projet COP21

🕒 Temps de lecture: 3 min



EN DIRECT DE LIMA - Cette année, pour la première fois, à la demande de nombreux pays, le Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) publie un [rapport sur l'adaptation gap](#), illustrant l'importance croissante de ce sujet dans les négociations climat.

Le PNUE publie chaque année depuis 2010 un rapport sur l'*emission gap*, autrement dit l'écart entre les engagements des pays en terme d'atténuation d'ici 2020 et les niveaux d'émissions nécessaires pour limiter le réchauffement global à 2°C d'ici la fin du siècle. Cette année, pour la première fois, à la demande de nombreux

pays, le PNUE publie un [rapport sur l'adaptation gap](#), illustrant l'importance croissante de ce sujet dans les négociations climat.

Ce rapport, présenté à Lima le 6 décembre, pose un premier cadre pour décrire ce *gap*, cet écart qui existe entre les besoins pour d'adaptation pour faire face au dérèglement climatique et les efforts déployés actuellement. Il se concentre sur la période 2010–2050, dans les pays en développement, et sur trois domaines principaux : financement, technologie et connaissances.

Il souligne d'abord **la nécessité d'augmenter les financements**. Même si le réchauffement climatique se limitait à 2°C d'ici 2100, ses conséquences seront très importantes et le coût de l'adaptation dans les pays en développement pourrait être 2 à 3 fois plus élevé que les 70 à 100 milliards de dollars par an (d'ici 2050) estimés jusqu'à présent par le *Groupe* d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Ces coûts pourraient même doubler si les efforts d'atténuation étaient insuffisants pour limiter le réchauffement sous ce seuil.

Le rapport insiste ensuite sur **l'importance des transferts de technologies** et, au-delà, de la diffusion de **solutions concrètes d'adaptation**, ajustées au contexte local. Le PNUE recommande notamment le développement d'une base de données de ces solutions mises en œuvre dans les pays. Enfin, le rapport souligne le besoin d'une meilleure diffusion des **connaissances** relatives au changement climatique, pour mieux les prendre en compte dans les processus décisionnels, à toutes les échelles.

Le rapport conclut sur la nécessité de disposer d'un « **cadre stratégique pour l'adaptation** » articulé autour d'indicateurs et d'objectifs clairs, qui permettrait d'évaluer les progrès et les manques des politiques d'adaptation.

C'est également l'idée défendue par l'Iddri dans une [publication](#) récente : l'absence d'un cadre global et cohérent nuit à l'élaboration et à la mise en œuvre, pourtant urgente, de politiques d'adaptation. L'Iddri propose plusieurs pistes pour développer un tel cadre, dont certaines rejoignent celles du PNUE. Il semble d'abord indispensable de définir un *objectif global d'adaptation*, au sens d'un engagement de la communauté internationale pour assurer la sécurité des personnes, dans le monde entier, dans un monde à +2°C. Partant de cela, et à l'image du cadre existant pour l'atténuation, l'Iddri encourage l'adoption d'objectifs spécifiques qui, associés à des indicateurs tant qualitatifs que quantitatifs, permettraient de suivre et de mesurer l'efficacité des politiques d'adaptation.

Rappelons enfin que l'adaptation est également discutée dans le cadre des négociations en cours sur les questions de financements, d'action pre-2020 ainsi que sur les « INDCs », les *contributions en matière d'atténuation post-2020 que les pays devraient présenter* début 2015. Plusieurs pays et groupes de pays, dont l'Alliance indépendante de l'Amérique latine et des Caraïbes, demandent en effet à inclure un volet adaptation dans ces contributions, soulignant le besoin de disposer d'engagements clairs dans ce domaine.